

 <p>Colonie des Pionniers C P D de Développement</p>	<p>PERISCOPE Organe d'expression de l'ONG «CPD»</p>	<p>N° 07/ 23Avr. 2015</p>
<p>Information et Sensibilisation sur la paix et la sécurité humaine http://www.reseaurafal.org/node/168/</p>		

L'état des lieux de la paix et de la sécurité au Burundi

Désarmer et contrôler des jeunes imbonerakure, c'est prévenir la probable future violence armée

Le Burundi situé au cœur de l'Afrique a connu une extrême violence armée depuis l'assassinat du premier président démocratiquement élu en octobre 1993 Melchior NDADAYE. Pour faire face aux conflits armés à caractère ethnique qui ont duré plus d'une décennie, il a fallu que la communauté internationale s'y mette pour ramener les frères et sœurs Burundais de même langue, de mêmes coutumes et de même culture à se mettre à la table de négociation qui a abouti aux accords de paix d'Arusha en Tanzanie. Ces accords signés en 2000 sont la source principale de la constitution actuelle de ce pays. Ces accords de paix signés par les partis en conflit armé après l'investissement et dépenses énormes des partenaires et amis du Burundi ont abouti à la résolution des problèmes qui divisaient cette communauté sur le plan social, politique et économique entre deux peuples principaux dont les Hutu et les Tutsi qui ont fait recours aux armes au lieu de la raison. C'est grâce à ces accords de paix qu'il y a eu le partage du pouvoir, l'intégration de toutes les tendances ethniques dans les corps de défense et de sécurité en respectant le quota de 40% pour les Tutsi et 60% pour les Hutu parmi ceux qui avaient pris les armes pour revendiquer les droits de tout un chacun et la consolidation de la démocratie. Ces accords de paix signés entre les partis qui étaient en conflit armé ont permis la restauration de la démocratie qui donne à un président élu démocratiquement le mandat de 5 ans renouvelable une fois au suffrage universelle, à l'exception du premier mandat d'après ces accords où les députés et sénateurs ont représenté valablement le peuple burundais

C'est dans ce cadre que son Excellence l'actuel Président de la République du Burundi Pierre NURUNZIZA présenté par son parti politique sortant de la rébellion CNDD-

FDD qui a gagné les élections démocratiques deux fois successivement en 2005 et 2010 achève son deuxième mandat.

Durant les dix dernières années du pouvoir du parti CNDD-FDD, les populations se sont lamentées de l'impunité des jeunes affiliés au parti au pouvoir de Bujumbura nommés Imbonerakure qui se sont substitués aux services des forces de l'ordre et de sécurité, aux services de juridiction et de l'administration sans être inquiétés.

Selon les informations données par les populations de différentes provinces que nous avons rencontrées, cette catégorie des jeunes qui commentent des bavures sans craindre la loi est intouchable. Ces jeunes seraient présentement armés par quelques personnalités qui voudraient que ces derniers sèment la terreur à l'endroit de toute personne qui serait contre la 3^{ème} candidature du président de la République Pierre NKURUNZIZA. Les informations données par les populations de différentes provinces Cette catégorie de jeunes soutenus par le pouvoir en place suivent des entraînements militaires pour plus d'efficacité de leurs actions de créer la peur. Selon les informations données par certaines organisations de la société civile et les médias, une centaine de militaires se seraient éclipsés pour aller former et entraîner cette catégorie de jeunes, leur organisation en structures coordonnables sous forme des pelotons communaux. Des stocks d'armes différentes de ceux connus officiellement existeraient (cas d'un stock découvert par la Police Nationale à Buterere en commune urbaine de Bujumbura, défendu par le service de renseignement qui était dirigé par le Lt Général Adolphe NSHIMIRIMANA). Les mêmes informations diffusées par les médias informent que l'objet de ses entraînements et l'encadrement tant au niveau intérieur que dans le pays limitrophe la RD Congo serait de préparer des milices qui ne pourchasseront toute personne qui est contre le 3^{ème} mandat du n°1 du Burundi, des dénonciateurs des violences et violations des droits humains commises par certaines personnalités du pouvoir en place ou de ces mêmes jeunes intouchables.

A l'actif, plus de 9000 000 personnes se sont déjà réfugiées vers le pays voisin comme au Rwanda et dans d'autres pays limitrophes avec le Burundi, craignant les massacres et violations des droits humains impunies qui pourraient avoir lieu si le Président Pierre NKURUNZIZA se prononçait lui-même comme candidat à la présidence de la république pour la 3^{ème} fois.

Cette situation inquiétante au niveau national et international pendant la période près électorale risque de replonger la population dans la violence armée, d'empêcher des élections démocratiques libres et transparentes suite à la terreur qui serait semée par les porteurs d'armes non reconnues illégalement, de tâcher l'image du pays qui avait avancé dans le processus d'appui à la consolidation de la paix et de la sécurité dans des pays qui connaissent des conflits armés en Afrique.

Suivant de près la situation qui tend vers la violence armée et les violations graves des droits humains au Burundi, la Colonie des Pionniers de Développement CPD a approché des populations de la province de Ngozi, de Bujumbura, de Bubanza et de Cibitoke pour

s'informer de leurs avis et leurs proposition par rapport aux mesures qu'il faut pour faire face à l situation conflictuelle qui génèrerait la violence armée.

Une femme veuve victime des conflits armés qui a préféré l'anonymat, craignant de subir le même sort que d'autres personnes défavorables à la 3^{ème} candidature du n°1 du pays qui fait couler beaucoup d'encre et de salive nous a dit que les solutions concrètes ne sont pas difficiles à trouver. Selon elle, Si le Président Pierre NKURUNZIZA aime tant son peuple, il n'a qu'à renoncer à la 3^{ème} candidature aux élections démocratiques de 2015 en disant : « Cher peuple Burundais, je vous aime, beaucoup d'entre vous voudraient que je continue à diriger le pays mais, la constitution et les accords de paix d'Arusha signés ne me le permettent pas. Je reviendrai la fois prochaine car je suis encore jeune ».

La deuxième chose serait de désarmer et de contrôler les ex-combattants et les jeunes imbonerakure violents affiliés au parti politique au pouvoir de Bujumbura.

80% des personnes rencontrées nous ont confirmé que la situation tendue au Burundi demande une intervention rapide de la part de toute personne, de toute institution et organisation nationale et internationale concernée par la paix et la sécurité pour remettre les choses en ordre et éviter ainsi que les burundais soient replongés dans un conflit armé sanglant.

Un homme d'affaires rencontré au marché de Kinindo de Bujumbura s'inquiète de ce qui peut arriver si la situation reste telle qu'elle est. Confirmant que des situations conflictuelles engendrent des conflits armés, se référant aux autres pays qui ont entretenu des milices de jeunes jusqu'au moment où les décideurs politiques et services de sécurité ne parviennent plus à les contrôler, s'attendant aux manifestations des populations qui peuvent en être victimes elles-mêmes comme 65 personnes emprisonnées en prison de Muranyva, pensant à la probable suppression des forces de sécurité burundaises dans le cortègeant AMISOME et dans d'autres interventions Onusiennes assurer la paix et la sécurité, songeant à la probabilité d'embargo sur les armes qui peut être proposée par certaines opinions, il a indiqué que cela peut affecter gravement le Burundi

Les amis du Burundi et la communauté internationale sont interpellés pour contribuer de manière constructive à la prévention des bavures, des violences armées et des violations graves des droits humains qui peuvent résulter de la situation actuelle. Les populations en général sont priées d'être vigilantes pour ne pas être exploitées par des politiciens ambitieux.

« Colonie des Pionniers de Développement »